

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 99

Loi sur le contrôle des coûts et des subsides  
en matière de transport scolaire

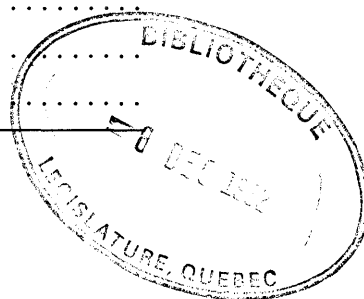
---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---



PRÉSENTÉ PAR

M. MICHEL CLAIR

Ministre des Transports

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet le contrôle des coûts et des subsides prévus à l'ancien régime de transport scolaire applicable de septembre 1974 à juin 1982.*

*Il permet la continuation de divers litiges déjà inscrits auprès des tribunaux mais prévient le dépôt de nouvelles réclamations.*

## Projet de loi n° 99

### Loi sur le contrôle des coûts et des subsides en matière de transport scolaire

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** À compter du (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 99*), aucune réclamation ne peut être faite, ni aucune poursuite intentée pour obtenir un ajustement du prix d'un contrat de transport d'écopliers assujetti à la formule 1 de l'annexe G du Règlement sur le transport des écoliers adopté par l'arrêté en conseil 1693-74 du 8 mai 1974, et ses modifications, autre que l'ajustement général annuel décrété par la Commission des transports du Québec depuis 1975 ou l'ajustement décrété à la suite d'une révision particulière de cette commission depuis 1975.

**2.** À compter du (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 99*), aucune réclamation ne peut être faite, ni aucune poursuite intentée pour obtenir le paiement d'intérêts qui pourraient être dus à la suite de l'ajustement général annuel du prix des contrats de transport d'écopliers décrété par la Commission des transports du Québec depuis 1975 ou à la suite d'une révision particulière décrétée par cette commission depuis 1975.

**3.** À compter du (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 99*), aucune réclamation ne peut être faite, ni aucune poursuite intentée pour obtenir le paiement d'une indemnité relative à une subvention de transport d'écopliers pour un nombre de véhicules utilisés qui excède le nombre autorisé sous l'autorité du ministre des Transports depuis 1975.

**4.** À compter du (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 99*), aucune réclamation relative au transport d'écopliers ne peut être faite, ni aucune poursuite intentée pour obtenir le paiement d'une indemnité à la suite de la suspension définitive de l'opération d'un véhi-

cule ou à la suite d'une demande de changement de capacité d'un véhicule, en application d'un contrat de transport d'écoliers assujetti à la formule 1 de l'annexe G du Règlement sur le transport des écoliers adopté par l'arrêté en conseil 1693-74 du 8 mai 1974, et ses modifications.

**5.** À compter du (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 99*), aucune réclamation ne peut être faite, ni aucune poursuite intentée de la part d'un transporteur partie à un contrat de transport d'écoliers assujetti à la formule 2 de l'annexe G du Règlement sur le transport des écoliers adopté par l'arrêté en conseil 1693-74 du 8 mai 1974, et ses modifications, pour obtenir le paiement d'une indemnité pour une journée où le transport d'écoliers n'a pas été effectué, quelle qu'en soit la raison.

**6.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction et a effet depuis le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 99*).